

Europe

# MATTEO RENZI, UNE POLITIQUE RENOUELÉE ?

Enrico Sama

09/04/2014

**Un mois et demi après l'arrivée au pouvoir de Matteo Renzi à la tête d'un gouvernement resserré et rajeuni, les réformes, notamment institutionnelles, vont bon train en Italie. Suffiront-elles à sortir le pays de l'instabilité politique qui le caractérise?**

Le 25 février 2013 est une date marquante dans l'histoire du centre-gauche italien. En effet, le résultat des élections est venu démentir les prévisions des sondages : la coalition de centre-gauche guidée par Pier Luigi Bersani n'obtient pas la majorité au Sénat. L'exploit du Mouvement Cinq Étoiles (M5S) guidé par Beppe Grillo et son attitude isolationniste amènent la mise en place, le 24 avril suivant, d'un gouvernement de « large coalition » mené par Enrico Letta (Parti Démocrate, PD).

L'aventure du gouvernement Letta dure 300 jours. Porté par un enthousiasme initial, ce gouvernement paie ensuite au prix fort son immobilisme parlementaire, dans un contexte compliqué, avec le passage de Forza Italia dans l'opposition (avec le départ du gouvernement du « Peuple de la liberté », PDL(1)), la déchéance du sénateur Berlusconi et la victoire, le 8 décembre 2013, de Matteo Renzi aux primaires en vue de l'élection du secrétaire du PD. Le maire de Florence n'avait jusqu'alors pas perdu pas une occasion de manifester son appui au Premier ministre Enrico Letta, mais sa nette victoire aux primaires modifie radicalement les équilibres dans le parti. En obtenant 67,5 % des voix sur les trois millions d'électeurs, il s'offre ainsi la majorité absolue à l'Assemblée générale du Parti pour constituer une direction en sa faveur. Différents analystes politiques avaient déjà observé que ce changement dans le parti favoriserait la constitution d'une majorité pour le gouvernement Letta. Pourtant, deux mois après, le 13 février 2014, la direction nationale du PD, avec 136 votes favorables, 16 contre et 2 abstentions, exprime sa défiance à l'égard du gouvernement. Rappelons que, la veille, le Premier ministre avait présenté lors d'une conférence de presse le pacte « Impegno Italia » (« Engagement pour l'Italie ») destiné à relancer l'action du gouvernement. À la suite de ce vote de défiance, le 14 février, Enrico Letta démissionne et c'est trois jours plus tard que Matteo Renzi se voit confier la charge de former un nouveau gouvernement. Le 22 février 2014, le gouvernement Renzi prête serment devant le président de la République Giorgio Napolitano et obtient, deux jours plus tard, la confiance du Sénat (169 votes

favorables, 139 contre). Enfin, le lendemain, exactement 365 jours après la « victoire écourtée » de Pier Luigi Bersani, il obtient le feu vert de la Chambre des députés (378 favorables, 220 contre et une abstention).

Le gouvernement de Matteo Renzi est soutenu par le Parti Démocrate, par le « Nouveau centre-droit » (issu d'une scission pro-gouvernementale de l'ancien PDL), par « Populaires pour l'Italie » (issu d'une scission de « Choix Civique », centre-droit), par l'Union du centre (centristes), par Choix Civique (centriste) et par d'autres partis plus petits. Selon l'observatoire OpenPolis, le gouvernement est une équipe rajeunie : l'âge moyen des ministres est de 48 ans, contre 53 pour le gouvernement Letta et 64 pour le gouvernement Monti. En Europe, seuls les gouvernements du Danemark, de la Finlande, de la Slovénie et de l'Estonie ont une moyenne d'âge inférieure à celle du gouvernement Renzi.

Avec seulement seize ministres, c'est aussi le gouvernement italien le plus resserré depuis 1948. Le PD obtient huit portefeuilles, le Nouveau centre-droit trois, Choix Civique un, l'Union du centre un et, enfin, trois ministres restent indépendants : Pier Carlo Padoan (Economie et Finances), Francesca Guidi (Développement économique) et Giuliano Poletti (Travail et Affaires sociales). Le gouvernement est paritaire – une donnée rare que l'on retrouve seulement en France, avec le gouvernement de Jean-Marc Ayrault puis de Manuel Valls, et en Finlande, et alors que la Suède compte treize femmes sur une équipe de 23 ministres. Deux femmes détiennent des postes clés : Federica Mogherini aux Affaires étrangères et Roberta Pinotti à la Défense. Pour la première fois dans l'histoire de l'OTAN, cinq femmes des pays membres sont ministres de la Défense : en Italie, Allemagne, Norvège, Albanie et aux Pays-Bas.

A seulement 39 ans, Matteo Renzi est le Premier ministre le plus jeune de l'Union européenne, avant le Maltais Joseph Muscat (40 ans), le Luxembourgeois Xavier Bettel (41 ans), le Britannique David Cameron (48 ans), le Français Manuel Valls (51 ans), l'Espagnol Mariano Rajoy (59 ans), l'Allemande Angela Merkel (60 ans).

Ces données témoignent de la volonté de renouvellement de Matteo Renzi. Certaines nominations ont été critiquées, du fait du manque d'expérience des ministres en question, mais le gouvernement d'« experts » formé par Mario Monti n'avait pas pour autant impressionné les citoyens italiens par son efficacité et ses initiatives. Bien que Matteo Renzi fasse de la politique depuis ses vingt ans (il est président de la province de Florence de 2004 à 2009, et depuis lors maire de la ville), rappelons qu'il n'a jamais été député ni exercé de responsabilité gouvernementale.

Durant les premiers mois de son mandat, Matteo Renzi doit faire preuve d'un certain courage politique. Il hérite d'un Parlement dont la composition est la même que lors du gouvernement Letta, ce qui ne facilite pas la mise en œuvre de réformes. L'urgence est pourtant de conduire des réformes économiques pour permettre une reprise de la croissance. Matteo Renzi a présenté son plan pour le travail (« Jobs Act »), mais celui-ci doit encore être examiné par le Parlement. Le

Premier ministre a promis que les personnes gagnant moins de 1500 euros en obtiendraient 80 supplémentaires à la fin du mois de mai. Or cette promesse nécessite des fonds importants, estimés à dix milliards d'euros, mais elle pourrait être bénéfique électoralement en vue des prochaines élections européennes.

Un autre chantier est ouvert : la réforme électorale. Une nouvelle loi électorale (dite « Italicum ») vise à remplacer la loi de 2005, dite « Porcellum », invalidée depuis par le Conseil constitutionnel et remplacée par une loi à la proportionnelle pure. Cette nouvelle réforme électorale met en place un système proportionnel avec un effet fortement majoritaire. Les deux éléments centraux sont la prime de majorité et le second tour, la prime de majorité étant accordée à la liste qui obtient plus de 37 % des voix au premier tour, pour obtenir jusqu'à 53 % (soit une prime de 16 %). Si aucune liste n'atteint ce seuil au premier tour, un second tour en ballottage est organisé, à l'issue duquel le parti en tête obtient automatiquement une majorité d'au moins 53 % des sièges en jeu. Parallèlement, l'« Italicum » prévoit un redécoupage territorial en 120 circonscriptions de 500 000 habitants environ qui élisent quatre ou cinq députés (contre 26 circonscriptions de 24 élus chacune aujourd'hui). Ce nouveau système vise à pallier l'instabilité politique, aggravée par le succès du M5S qui avec ses 150 députés ne parvient pas à dialoguer avec les autres parlementaires.

L'autre réforme d'importance vise le Sénat. Actuellement, l'Italie dispose d'un système bicaméral parfait avec une Chambre haute équivalente à la Chambre des députés. Le projet adopté n'a plus pour but la suppression pure et simple du Sénat mais la transformation de celui-ci en une sorte de chambre territoriale (composée de représentants des Conseils régionaux et de maires de grandes villes), le privant de son pouvoir conjoint de vote de défiance et de vote du budget. Le débat parlementaire reste ouvert. Aussi, dans l'aile gauche du PD, cette réforme ne convainc pas et certains souhaiteraient un Sénat électif. Il faut observer qu'en Europe occidentale, sur quinze États, sept n'ont pas de Sénat dans leurs institutions. L'Espagne a une Chambre haute dont une grande partie est élue. Roberto D'Alimonte, politologue, analyse cette réforme comme une solution modérée qui apparaît révolutionnaire à la lumière de trente ans d'immobilisme.

La popularité de Matteo Renzi s'explique également par une communication innovante. Ses critiques décrivent ses interventions, les comparant à de la publicité télévisuelle, mais il faut bien avouer qu'il est le premier homme politique du centre-gauche italien à savoir utiliser les nouvelles technologies et les réseaux sociaux. Autre nouveauté : l'adhésion du PD au Parti socialiste européen, le 27 février 2014, après des années d'attente. Mais au sein du PD, le climat n'est pas serein. Les parlementaires proches de Pippo Civati, qui représente l'aile gauche du parti, reprochent à Matteo Renzi de s'être allié avec le centre-droit.

Le premier test pour le gouvernement sera les élections européennes et communales, le 25 mai 2014. Les sondages, après la prévision erronée du 25 février 2013, doivent être utilisés avec prudence. Crédité de 29 à 32 % des intentions de vote, le PD est le premier parti devant Forza Italia et le M5S qui pourraient obtenir aux deux tours autour de 20 % des voix. Les élections européennes

pourraient être notamment des élections « sanction » qui facilitent la montée en puissance des forces eurosceptiques comme le M5S, la Ligue du Nord et Frères de l'Italie (droite). La « Liste Tsipras » constitue aussi une alternative : cette liste qui rassemble toutes les plus grandes forces de la gauche radicale italienne et qui souhaite entrer au Parlement de Strasbourg a pour ambition de créer « une autre Europe ».

---

1 – Plus précisément, c'est l'aile anti-gouvernement du PDL qui a quitté le gouvernement et a pris le nom de l'ancien parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia. L'aile pro-gouvernement, qui a pour chef Angelino Alfano, est restée dans la majorité et a pris le nom de Nouveau centre-droit (NCD). Officiellement, l'activité du PDL est suspendue depuis le 16 novembre 2013, mais le groupe parlementaire s'appelle « Forza Italia – PDL ».Retour texte